Duplicata

GREFFE
DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE VILLENEUVE / LOT

BP 177
47304 VILLENEUVE SUR LOT
TEL 53 70 34 20

R E C E P I S S E D E D E P O T

SA CABINET HUSSON

MLLE BUFFARD
BP 3 "LE BELVEDERE"
47510
FOULAYRONNES

V/REF :
N/REF : 90 B 23 / A-283

LE GREFFIER DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE VILLENEUVE / LOT CERTIFIE QU'IL LUI A ETE DEPOSE A LA DATE DU 27/04/93, SOUS LE NUMERO A-283,

P.V. D'ASSEMBLEE DU 29/01/93
DECLARATION DE CONFORMITE
STATUTS MIS A JOUR

... CONCERNANT LA SOCIETE
"M.G.A. VILLENEUVE, SA D'EXPLOITATION
SOCIETE ANONYME
ZONE INDUSTRIELLE
47300 VILLENEUVE SUR LOT

R.C.S VILLENEUVE / LOT B 353 593 031 (90 B 23)

LE GREFFIER

LE SCEAU CI-DESSUS DE COULEUR BISTRE SIGNIFIE QUE VOUS ETES EN PRÉSENCE D'UN ORIGINAL ÉMANANT DU GREFFE

"M.G.A. VILLENEUVE, SA D'EXPLOITATION"

Société Anonyme
au capital d'1.000.000 F

Siège social : "Bosquet de Guirod"
PUJOLS - 47300 VILLENEUVE-SUR-LOT
TRANSFERE A VILLENEUVE SUR LOT
- 47300 - Zone Industrielle de la Barbière

RCS VILLENEUVE-SUR-LOT B 353 593 031 (90 B 23)

DECLARATION DE REGULARITE ET DE CONFORMITE

LES SOUSSIGNES :

1ent : M. Jean-Louis ZAMBON, demeurant à "Bosquet de Guirod" - PUJOLS - 47300 VILLENEUVE-SUR-LOT,

Né à VILLENEUVE-SUR-LOT (47),
Le dix août mil neuf cent cinquante sept,

2ent : Mme Josiane ZAMBON-RAUFASTE, demeurant à "Bosquet de Guirod" - PUJOLS - 47300 VILLENEUVE-SUR-LOT,

Née à VILLENEUVE-SUR-LOT (47),
Le cinq janvier mil neuf cent cinquante huit,

3ent : M. Jean-Pierre LOMBARD, demeurant à VILLENEUVE-SUR-LOT (47300) - "Pech de Durand",

Né à AGEN (47),
le trente et un décembre mil neuf cent soixante,

AGISSANT en qualité de seuls Membres du Conseil d'Administration de ladite Société, M. ZAMBON assurant également les fonctions de Président du Conseil d'Administration, et Mme ZAMBON, les fonctions de Directeur Général,

Font les déclarations suivantes en application de l'article 6, alinéa 3, de la loi du 24 juillet 1966 à l'appui de la demande d'inscription modificative au Registre du Commerce et des Sociétés à la suite du tranfert de siège social de la société.

JZ
JCZ
JPL

DECLARATIONS
****

I - Aux termes d'une délibération en date du 29 janvier 1993, le Conseil d'Administration de la société, a, en vertu des pouvoirs qui lui sont octroyés à cet effet par l'article 4 des statuts et l'article 99 de la loi du 24 juillet 1966, décidé :

- de transférer, à compter du 1er février 1993, le siège social de la société, de PUJOLS - Bosquet de Guirod - 47300 VILLENEUVE-SUR-LOT, à **VILLENEUVE SUR LOT - 47300 - Zone Industrielle,de la Barbière,**
- de substituer à l'article 4 des statuts la nouvelle adresse à l'ancienne,

ces décisions étant cependant soumises à la ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire.

II - L'insertion légale relative à ce tranfert de siège social a été publiée dans le journal d'annonces légales "LA GAZETTE DE LA VALLEE DU LOT" en date du 8 avril 1993.

III - Sont déposés au Greffe avec la présente déclaration :

* Deux copies certifiées conformes du procès-verbal des délibérations du Conseil d'Administration ayant décidé du transfert,

* Deux exemplaires des statuts mis à jour.

IV - Seront présentés également au Registre du Commerce et des Sociétés :

* Une demande modificative d'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés signée par le Président du Conseil d'Administration,

* Un exemplaire du journal d'annonces légales "LA GAZETTE DE LA VALLEE DU LOT" en date du 8 avril 1993 , dans lequel est parue l'annonce légale,

* Le récépissé de dépôt des pièces visées ci-dessus.

AFFIRMATIONS
****

En conséquence des déclarations qui précèdent les soussignés, es qualités, affirment sous leur responsabilité et les peines édictées par la loi que le transfert de siège social a été réalisé conformément à la loi.

FAIT A VILLENEUVE SUR LOT
LE 9 AVRIL 1993
EN TRIPLE EXEMPLAIRE

JLZ,
SPL "Lu et approuvé"

Lu et approuvé

Lu et approuvé

"M.G.A. VILLENEUVE, SA D'EXPLOITATION"

Société Anonyme au capital
de 1.000.000 F

Siège social : "Bosquet de Guirod"
PUJOLS - 47300 VILLENEUVE-SUR-LOT

RCS VILLENEUVE-SUR-LOT B 353 593 031 (90 B 23)
****

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
EN DATE DU 29 JANVIER 1993
****

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT TREIZE,
LE VINGT NEUF JANVIER, à 18 heures,

Les Administrateurs de la Société dénommée "M.G.A. VILLENEUVE, SA D'EXPLOITATION", Société Anonyme au capital de 1.000.000 F, ayant son siège social à "Bosquet de Guirod" - PUJOLS - 47300 VILLENEUVE-SUR-LOT, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de VILLENEUVE-SUR-LOT, sous le n° B 353 593 031 (90 B 23),

se sont réunis en Conseil, sur convocation de leur Président, Monsieur Jean-Louis ZAMBON.

Assistent à la réunion et ont émargé le registre de présence :

- Outre M. Jean-Louis ZAMBON,
- Mme Josiane ZAMBON,
- M. Jean-Pierre LOMBARD.

Le Conseil réunissant la présence effective de la totalité des Administrateurs en fonction, est déclaré régulièrement constitué et peut valablement délibérer.

Monsieur Jean-Louis ZAMBON préside la réunion en sa qualité de Président du Conseil d'Administration.

Monsieur Pierre LOMBARD assure les fonctions de Secrétaire.

JLZ
JPL

Monsieur le Président rappelle alors l'ordre du jour de la présente réunion :

** **PRISE A BAIL COMMERCIAL de locaux appartenant à la "SCI IMMOTEC" : détermination des conditions et modalités de cette location et pouvoirs au Président du Conseil d'Administration."**
* **TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL DANS LES NOUVEAUX LOCAUX - MODIFICATION CORRELATIVE DE L'ARTICLE 4 DES STATUTS"**

I - AUTORISATION DE PRISE A BAIL COMMERCIAL DE LOCAUX APPARTENANT A LA "SCI IMMOTEC" ET DELEGATION DE POUVOIRS A CET EFFET :

Monsieur le Président rappelle alors qu'antérieurement la société était constituée sous forme de responsabilité limitée et qu'elle exerçait son activité dans des locaux sis à PUJOLS - Lieudit "Bosquet de Guirod" - 47300 VILLENEUVE-SUR-LOT. Il explique que la société s'étant développée, elle s'est trouvée dans la nécessité d'utiliser de nouveaux locaux afin de poursuivre son exploitation dans les meilleures conditions possibles. Après maintes recherches demeurées vaines, une opportunité s'est présentée concernant des bâtiments sis à VILLENEUVE SUR LOT, dans la zone industrielle.(1) Monsieur le Président demande donc au Conseil, l'autorisation de procéder à cette prise à bail et de lui octroyer les pouvoirs nécessaires afin de signer l'acte constatant cette location. Cet exposé effectué, il ouvre la discussion sur les différentes modalités, charges et conditions qui pourraient être adoptées lors de la conclusion de ce bail.

Après discussion, les Administrateurs décident, à l'unanimité, que la société "M.G.A. VILLENEUVE" prendra à bail commercial, pour une durée de NEUF ANNEES entières et consécutives à compter du 15 janvier 1993, un local industriel à usage commercial sis à VILLENEUVE-SUR-LOT (47300), Zone Industrielle,(1) figurant au cadastre de ladite Commune sous les références suivantes :

SECTION	NUMEROS	LIEU-DIT	CONTENANCE
DR	141	"Château de Bonrepos"	41 a 20 ca
DR	142	"La Barbière"	6 a 33 ca
DR	146	Idem	14 a 27 ca
SOIT AU TOTAL, une superficie de.....			61 a 80 ca

D'une superficie couverte d'environ 1.000 mètres carrés, comprenant :

- un atelier de 900 m2
- un local de stockage de 100 m2 environ,
- et au premier étage des bureaux d'une superficie de 75 m2 environ,

l'ensemble équipé de l'eau et de l'électricité,

Ainsi que toutes leurs dépendances.

JL
JLZ
JPL

Cette location s'effectuera sous diverses charges et conditions et notamment moyennant le versement d'un loyer mensuel d'un montant hors taxes de **SEIZE MILLE CINQ CENTS FRANCS (16.500 F),** et la charge en sus de la TVA y afférente.

En conséquence, la collectivité des Administrateurs donne mandat exprès à son Président, M. Jean-Louis ZAMBON, de, au nom et pour le compte de la Société "MGA VILLENEUVE", prendre à bail commercial de la S.C.I. "IMMOTEC" les locaux sus-mentionnés, suivant les charges, conditions et modalités ci-dessus décrites et pour toutes celles non prévues aux présentes, suivant celles qu'il jugera utiles.

A cet effet, le Conseil d'Administration lui confère tous pouvoirs afin de signer l'acte authentique devant le constater, faire toutes déclarations ou affirmations, payer les sommes dues, procéder aux formalités y afférentes et généralement faire le nécessaire.

II - TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL

Monsieur le Président reprend alors la parole pour indiquer qu'il est nécessaire de transférer le siège social de la société dans ces nouveaux locaux. Il rappelle qu'aux termes de l'article 4 des statuts, ce transfert de siège social relève de la compétence du Conseil dans la mesureoù le déplacement a lieu dans le même département, sous réserve cependant de sa ratification par la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire. Or tel est le cas, l'ancien et le nouveau siège étant situé dans le même département. Aussi demante-t-il au Conseil d'y procéder.

Puis il donne la parole aux Membres du Conseil d'Adminsitration.

Après un bref échange de propos, le Conseil d'Administration, à l'unanimité et par application des dispositions de l'article 99 de la loi du 24 juillet 1966, décide de :

- transférer, à compter du 1er février 1993, le siège social de la société de PUJOLS - Bosquet de Guirod - 47300 VILLENEUVE-SUR-LOT, à **VILLENEUVE SUR-LOT - 47 300 - Zone Industrielle, (1)**

- substituer cette nouvelle adresse à celle qui figure à l'article 4 des statuts relatif au siège social. En conséquence l'alinéa 1 de cet article sera désormais rédigé ainsi qu'il suit :

Nouvelle Mention

Le siège de la société est situé à VILLENEUVE SUR LOT - 47 300 - Zone Industrielle. (1).

Cette décision sera soumise à la ratification de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée à 19 heures 30.

De toute ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par les Administrateurs.

(1) de la Barbière.

JZ
JLZ
JPL

DECLARATION ARTICLE 53
DU DECRET 84-406 DU 30 MAI 1984
****

LE SOUSSIGNE :
****

M. Jean-Louis ZAMBON, Dirigeant de Société, demeurant à "Bosquet de Guirod" - PUJOLS - 47300 VILLENEUVE-SUR-LOT,

AGISSANT en qualité de Président du Conseil d'Administration de la Société "M.G.A. VILLENEUVE, SA D'EXPLOITATION", Société Anonyme au capital d'1.000.000 F, ayant son siège social anciennement à "Bosquet de Guirod" - PUJOLS - 47300 VILLENEUVE-SUR-LOT, et transféré à **VILLENEUVE-SUR-LOT (47300) - Zone Industrielle,** (1) immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de VILLENEUVE-SUR-LOT sous le n° B 353 593 031 (90 B 23),

DECLARE ET ATTESTE que la société sus-nommée n'a opéré jusqu'au présent transfert, aucun autre transfert de siège social, son siège social étant depuis l'origine de la société situé à **"Bosquet de Guirod" - PUJOLS - 47300 VILLENEUVE-SUR-LOT.**

EN FOI DE QUOI, je délivre la présente attestation pour servir et valoir ce que de droit.

(1) de la Barbière

FAIT A PUJOLS
LE 9 AVRIL 1993

Cabinet HUSSON

JEAN-PIERRE CLERFEUILLE
LUCIEN BOUE
PIERRE DRAPE
MURIEL BUFFARD
PATRICK PANOUILLERES
Associés

"M.G.A. VILLENEUVE, SA D'EXPLOITATION"

Société Anonyme
au capital de 1 000 000 F

Siège social : **Zone Industrielle de la Barbière**
47300 VILLENEUVE-SUR-LOT

RCS VILLENEUVE-SUR-LOT B 353 593 031 (90 B 23)
****

STATUTS

« le Belvédère » B.P. N°3 - 47510 FOULAYRONNES - TEL. : 53 95 66 35 - FAX : 53 95 82 87
SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

"M.G.A. VILLENEUVE, SA D'EXPLOITATION"

Société Anonyme
au capital d'1.000.000 F

Siège social : "Bosquet de Guirod"
PUJOLS - 47300 VILLENEUVE-SUR-LOT

TRANSFERE A
VILLENEUVE SUR LOT
- 47300 - Zone Industrielle de la Barbière

RCS VILLENEUVE-SUR-LOT B 353 593 031 (90 B 23)
****

S T A T U T S
****

Les présents statuts ont été mis à jour pour tenir compte de la décision prise lors du **Conseil d'Administration en date du 29 janvier 1993, de transférer le siège social** de PUJOLS - "Bosquet de Guirod" - 47300 VILLENEUVE-SUR-LOT **à VILLENEUVE-SUR-LOT (47300) - Zone Industrielle de la Barbière.**

TITRE I

FORME - DENOMINATION - OBJET SIEGE - DUREE

ARTICLE 1

FORME

Il existe, entre les propriétaires des actions ci-après créées de la société et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une Société Anonyme régie par les lois et règlements en vigueur notamment par la Loi du 24 Juillet 1966, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2

DENOMINATION

La Société adopte la dénomination suivante **"M.G.A. VILLENEUVE, SA D'EXPLOITATION".**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société Anonyme" ou des initiales S.A. et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 3

OBJET

La Société continue d'avoir pour objet, en France et dans tous pays :

*** La conception, l'achat, la fabrication et la vente de toutes pièces ou équipements mécaniques pour toutes industries,**

*** la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation,** l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, ateliers, usines se rapportant à l'une ou l'autre des activités ci-dessus spécifiées,

* la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités,

* la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières et dans toutes entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

ARTICLE 4

SIEGE SOCIAL - SUCCURSALES

Le siège de la Société est situé à **VILLENEUVE-SUR-LOT (47300) - Zone Industrielle de la Barbière.**

Il peut être transféré en tout endroit du même département ou dans un département limitrophe, par une simple décision du Conseil d'administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires et partout ailleurs en vertu d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

Le Conseil d'administration a la faculté de créer des agences, usines et succursales partout où il le jugera utile.

ARTICLE 5

DUREE - ANNEE SOCIALE

1 - La durée de la Société reste fixée à **CINQUANTE ANNEES** à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, qui est intervenu le vingt février mil neuf cent quatre vingt dix, pour se terminer le dix neuf février deux mille quarante, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

2 - L'année sociale commence le **premier janvier et finit le trente et un décembre.**

TITRE II

CAPITAL - ACTIONS

ARTICLE 6

FORMATION DU CAPITAL

I - Lors de la constitution de la Société sous sa forme de Société à Responsabilité Limitée, il avait été fait apport en numéraire par les associés d'une somme de CINQUANTE MILLE FRANCS (50.000 F).

II - Par décision collective en date du 30 décembre 1992, les Associés ont décidé d'augmenter le capital social d'une somme de NEUF CENT CINQUANTE MILLE FRANCS, pour le porter à la somme d'**UN MILLION DE FRANCS, ci ..... 1.000.000 F**

par incorporation de réserves et par voie de création de neuf mille cinq cents parts sociales nouvelles attribuées gratuitement aux Associés.

ARTICLE 7

CAPITAL SOCIAL

1 - Le capital social reste fixé à la somme d'**UN MILLION DE FRANCS, ci ..... 1.000.000 F**

représentant la totalité du capital d'origine et de l'augmentation de capital réalisée depuis.

Divisé par la société sous sa forme à responsabilité limitée en dix mille parts sociales de cent francs chacune, entièrement libérées et représentatives des apports effectués à la société ainsi qu'il a été dit ci-dessus à l'article 6, il est divisé par la société sous sa forme anonyme en dix mille actions de cent francs chacune entièrement libérées.

Ces actions seront négociables après inscription modificative au R.C.S. à la suite de la transformation.

2 - Chaque administrateur doit être propriétaire d'un nombre d'actions fixé à UNE.

ARTICLE 8

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités prévues par la Loi.

L'Assemblée Générale Extraordinaire, sur le rapport du Conseil d'administration, est seule compétente pour décider l'augmentation du capital.

Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles aux actionnaires, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission, appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

ARTICLE 9

LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du Conseil d'administration dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs par lettre recommandée avec accusé de réception expédiée quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement. Les versements sont effectués, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la Loi.

ARTICLE 10

REDUCTION - AMORTISSEMENT DU CAPITAL SOCIAL

La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire qui peut déléguer au Conseil d'administration tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum, sauf transformation de la Société en Société d'une autre forme.

En cas d'inobservation de ces dispositions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Le capital peut être amorti conformément aux dispositions de la loi.

ARTICLE 11

FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et règlementaires en vigueur.

Ces comptes individuels peuvent être des comptes "nominatifs purs" ou des comptes "nominatifs administrés" au choix de l'actionnaire.

ARTICLE 12

INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés aux Assemblées Générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les Assemblées Générales Ordinaires et au nu-propriétaire dans les Assemblées Générales Extraordinaires. Cependant, les actionnaires peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux Assemblées Générales. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute Assemblée Générale qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition.

Le droit de l'actionnaire d'obtenir communication de documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et le nu-propriétaire d'actions.

ARTICLE 13

CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

1 - La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est mentionné sur ces registres.

La transmission des actions à titre gratuit, ou en suite de décés, s'opère également au moyen d'un ordre de mouvement de compte à compte mentionné sur le registre des mouvements de titres sur justification de la mutation dans les conditions légales.

2 - Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci.

Les mouvements de titres non libérés des versements exigibles ne sont pas autorisés.

3 - Sauf en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant, la cession d'actions à un tiers à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément préalable du Conseil d'administration.

A cet effet, le cédant doit notifier à la Société une demande d'agrément indiquant l'identité du cessionnaire, le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix offert. L'agrément résulte soit d'une notification émanant du Conseil, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé et à moins que le cédant décide de renoncer à la cession envisagée, le Conseil d'administration est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions soit par un actionnaire ou par un tiers, soit par la Société en vue d'une réduction de capital, mais en ce cas, avec le consentement du cédant.

Cette acquisition a lieu moyennant un prix qui, à défaut d'accord entre les parties, est déterminé par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

Si, à l'expiration du délai de trois mois ci-dessus prévu, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la Société.

4 - Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions à un tiers, même aux adjudications publiques en vertu d'une ordonnance de justice ou autrement.

5 - En cas d'augmentation de capital par émission d'actions de numéraire, la cession des droits de souscription est libre ou est soumise à autorisation du Conseil dans les conditions prévues au 3. ci-dessus.

6 - La cession de droit à attribution d'actions gratuites, en cas d'incorporation au capital de bénéfices, réserves, provisions ou primes d'émission ou de fusion, est assimilée à la cession des actions gratuites elles-mêmes et doit donner lieu à demande d'agrément dans les conditions définies au 3. ci-dessus.

ARTICLE 14

DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1 - Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente et donne droit au vote et à la représentation dans les Assemblées Générales, dans les conditions fixées par la Loi et les statuts.

Tout actionnaire a le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la Loi et les statuts.

2 - Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelle que main qu'il passe.

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux décisions de l'Assemblée Générale et aux présents statuts. La cession comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir, ainsi éventuellement que la part dans les fonds de réserve, sauf dispositions contraires notifiées à la Société.

Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents sociaux, demander le partage ou la licitation de ces biens, ni s'immiscer dans l'administration de la Société. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'Assemblée Générale.

3 - Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les actionnaires possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis.

TITRE III

ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 15

CONSEIL D'ADMINISTRATION

1 - Composition

La Société est administrée par un Conseil d'administration de trois membres au moins et de douze au plus, ou de quinze au plus, si les actions de la Société viennent à être admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs, sous réserve de la dérogation légale prévue en cas de fusion.

Les administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui peut les révoquer à tout moment.

Toutefois, en cas de fusion ou de scission, la nomination des administrateurs peut être faite par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Les administrateurs personnes morales sont tenus lors de leur nomination de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Ce mandat de représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente ; il doit être renouvelé à chaque renouvellement de mandat de celle-ci.

Lorsque la personne morale révoque son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à la Société, sans délai, par lettre recommandée et de désigner selon les mêmes modalités un nouveau représentant permanent ; il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

Un administrateur personne physique ne peut appartenir simultanément à plus de huit Conseils d'administration ou Conseils de Surveillance de Sociétés Anonymes ayant leur siège en France métropolitaine, sauf les exceptions prévues par la Loi.

Tout administrateur personne physique qui lorsqu'il accède à un nouveau mandat se trouve en infraction avec les dispositions de l'alinéa précédent, doit, dans les trois mois de sa nomination, se démettre de l'un de ses mandats. A défaut, il est réputé s'être démis de son nouveau mandat.

Un salarié de la Société ne peut être nommé administrateur que si son contrat de travail est antérieur de deux années au moins à sa nomination et correspond à un emploi effectif. Le nombre des administrateurs liés à la Société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonctions.

La condition d'ancienneté du contrat de travail n'est pas requise si la Société n'a pas elle-même deux années d'existence.

2 - <u>Limite d'âge - Durée des fonctions</u>

Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de soixante-dix ans, sa nomination a pour effet de porter à plus du tiers des membres du Conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. Le nombre des administrateurs ayant dépassé l'âge de soixante-dix ans ne peut excéder le tiers des membres du Conseil d'administration. Si cette limite est atteinte, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire.

La durée des fonctions des administrateurs est de six années ; elle expire à l'issue de l'Assemblée qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat. Les administrateurs sont toujours rééligibles.

3 - <u>Vacances - Cooptation</u>

En cas de vacance par décés ou démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le Conseil d'administration peut, entre deux Assemblées Générales, procéder à des nominations à titre provisoire.

Toutefois s'il ne reste plus qu'un seul ou que deux administrateurs en fonctions, celui-ci ou ceux-ci, ou à défaut le ou les Commissaires aux Comptes, doivent convoquer immédiatement l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires à l'effet de compléter l'effectif du Conseil.

Les nominations provisoires effectuées par le Conseil d'administration sont soumises à la ratification de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le Conseil n'en demeurent pas moins valables.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonctions que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

ARTICLE 16

<u>ACTIONS D'ADMINISTRATEURS</u>

Chaque administrateur doit être propriétaire d'actions dont le nombre est fixé à l'article 7.

Si au jour de sa nomination un administrateur n'est pas propriétaire du nombre d'actions requis ou si en cours de mandat il cesse d'en être propriétaire, il est réputé démissionnaire d'office s'il n'a pas régularisé sa situation dans un délai de trois mois.

ARTICLE 17

<u>BUREAU DU CONSEIL</u>

Le Conseil d'administration élit, parmi ses membres personnes physiques, un Président dont il fixe la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de son mandat d'administrateur.

Le Président Directeur Général ne doit pas être âgé de plus de soixante-dix ans. S'il vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Le Conseil peut nommer, à chaque séance, un secrétaire, même en dehors de ses membres.

En cas d'absence ou d'empêchement du Président, le Conseil désigne à chaque séance celui de ses membres présents qui doit présider la séance.

ARTICLE 18

DELIBERATIONS DU CONSEIL

Les administrateurs sont convoqués aux séances du Conseil d'administration par tous moyens, même verbalement. Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du Conseil d'administration.

Les délibérations sont prises aux conditions de quorum et de majorité prévues par la Loi. En cas de partage des voix, celle du Président de la séance est prépondérante.

ARTICLE 19

POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société ; il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la Loi aux Assemblées d'actionnaires.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, si elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances. Toutes décisions qui limiteraient les pouvoirs du Conseil seraient inopposables aux tiers.

La compétence du Conseil d'administration s'étend à tous actes d'administration et même de disposition qui ne sont pas expressément réservés à l'Assemblée Générale par la Loi et par les présents statuts.

Le Conseil d'administration peut consentir à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la Loi et par les présents statuts.

ARTICLE 20

DIRECTION GENERALE - DELEGATION DE POUVOIRS - SIGNATURE SOCIALE

1 - Le Président du Conseil d'administration assume, sous sa la Direction générale de la Société. Il la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, sous réserve toutefois des pouvoirs expressément attribués par la Loi aux Assemblées Générales et au Conseil d'administration, ainsi que des dispositions de la Loi concernant les cautions, avals ou garanties.

Les décisions du Conseil d'administration limitant ses pouvoirs sont inopposables aux tiers.

Dans ses rapports avec les tiers, le Président engage la Société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Sous cette réserve, le Conseil d'administration peut déléguer à son Président les pouvoirs qu'il juge nécessaires, avec faculté de substituer partiellement dans ces pouvoirs autant de mandataires qu'il avisera.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du Président, le Conseil d'administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de Président. En cas d'empêchement, cette délégation est donnée pour une durée limitée et renouvelable. En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau Président.

2 - Sur la proposition du Président, le Conseil d'administration peut nommer un ou plusieurs Directeurs Généraux dans les conditions prévues par la Loi.

Les Directeurs Généraux sont obligatoirement des personnes physiques. Ils peuvent être choisis parmi les administrateurs ou en dehors d'eux.

Le ou les Directeurs Généraux, ne doivent pas être âgés de plus de soixante-dix ans. Si un Directeur Général en fonctions vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire.

Les Directeurs Généraux sont révocables à tout moment par le Conseil d'administration, sur la proposition du Président ; en cas de décès, démission ou révocation de celui-ci, ils conservent, sauf décision contraire du Conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

En accord avec son Président, le Conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs délégués aux Directeurs Généraux. Toutefois, la limitation de ces pouvoirs n'est pas opposable aux tiers, vis-à-vis desquels les Directeurs Généraux ont les mêmes pouvoirs que le Président.

Lorsqu'un Directeur Général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

ARTICLE 21

REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS, DU PRESIDENT, DES DIRECTEURS GENERAUX ET DES MANDATAIRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1 - L'Assemblée Générale peut allouer aux administrateurs, en rémunération de leur activité, une somme fixe annuelle, à titre de jetons de présence. Le Conseil d'administration répartit cette rémunération librement entre ses membres.

2 - La rémunération du Président du Conseil d'administration et celle du ou des Directeurs Généraux est déterminée par le Conseil d'administration. Elle peut être fixe ou proportionnelle, ou à la fois fixe et proportionnelle.

3 - Il peut être alloué par le Conseil d'administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs ; dans ce cas, ces rémunérations portées aux charges d'exploitation sont soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire dans les conditions prévues à l'article 22 des statuts.

4 - Aucune autre rémunération, permanente ou non, ne peut être versée aux administrateurs autres que ceux investis de la Direction Générale et ceux liés à la Société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la Loi.

ARTICLE 22

CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN ADMINISTRATEUR OU UN DIRECTEUR GENERAL

Les conventions qui peuvent être passées entre la Société et l'un de ses administrateurs ou Directeurs Généraux sont soumises aux formalités d'autorisation et de contrôle prescrites par la Loi.

Sont également soumises à autorisation préalable les conventions intervenant entre la Société et une autre entreprise, si l'un des administrateurs ou Directeurs Généraux de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, Directeur Général, membre du Directoire ou du Conseil de surveillance de l'entreprise.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 23

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la Loi.

Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de la Société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux.

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants sont nommés, qui sont appelés à remplacer le ou les Commissaires aux Comptes titulaires en cas d'empêchement, de refus, de démission ou de décès.

TITRE IV

ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES

ARTICLE 24

NATURE DES ASSEMBLEES

Les décisions des actionnaires sont prises en Assemblée Générale.

Les Assemblées Générales Ordinaires sont celles qui sont appelées à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Les Assemblées Générales Extraordinaires sont celles appelées à décider ou autoriser des modifications directes ou indirectes des statuts.

Les Assemblées Spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur une modification des droits des actions de cette catégorie.

Les délibérations des Assemblées Générales obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

ARTICLE 25

CONVOCATION ET REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES

Les Assemblées Générales sont convoquées soit par le Conseil d'administration ou, à défaut, par le ou les Commissaires aux Comptes, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs actionnaires réunissant le dixième au moins du capital.

Pendant la période de liquidation, les Assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs. Les Assemblées Générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation est faite quinze jours avant la date de l'Assemblée soit par lettre simple ou recommandée adressée à chaque actionnaire, soit par un avis inséré dans un Journal d'annonces légales du département du siège social. En cas de convocation par insertion, chaque actionnaire doit également être convoqué par lettre simple ou, sur sa demande et à ses frais, par lettre recommandée.

Lorsqu'une Assemblée n'a pu régulièrement délibérer, faute de réunir le quorum requis, la deuxième Assemblée et, le cas échéant, la deuxième Assemblée prorogée, sont convoquées dans les mêmes formes que la première et l'avis de convocation rappelle la date de la première et reproduit son ordre du jour.

ARTICLE 26

ORDRE DU JOUR

1 - L'ordre du jour des Assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

2 - Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins la quotité du capital social requise et agissant dans les conditions et délais fixés par la Loi, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions.

3 - L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

ARTICLE 27

ADMISSION AUX ASSEMBLEES - POUVOIRS

1 - Tout actionnaire a le droit de participer aux Assemblées Générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles et inscrits en compte à son nom depuis cinq jours au moins avant la date de la réunion.

2 - Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire dont il peut obtenir l'envoi dans les conditions indiquées par l'avis de convocation à l'Assemblée.

3 - Un actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire justifiant d'un mandat.

ARTICLE 28

TENUE DE L'ASSEMBLEE - BUREAU - PROCES VERBAUX

1 - Une feuille de présence est émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

2 - Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil.

En cas de convocation par un Commissaire aux Comptes ou par mandataire de justice, l'Assemblée est présidée par l'auteur de la convocation. A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.

Les deux actionnaires, présents et acceptants, représentant, tant par eux-mêmes que comme mandataires, le plus grand nombre de voix remplissent les fonctions de scrutateurs.

Le bureau ainsi constitué désigne un Secrétaire qui peut être pris en dehors des membres de l'Assemblée.

3 - Les délibérations des Assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et établis sur un registre spécial conformément à la Loi. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés dans les conditions fixées par la Loi.

ARTICLE 29

QUORUM - VOTE

1 - Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, sauf dans les Assemblées Spéciales où il est calculé sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, le tout déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la Loi.

En cas de vote par correspondance, il ne sera tenu compte, pour le calcul du quorum, que des formulaires dûment complétés et reçus par la Société trois jours au moins avant la date de l'Assemblée.

2 - Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

3 - Le vote s'exprime à main levée, ou par appel nominal, ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'Assemblée ou les actionnaires. Les actionnaires peuvent aussi voter par correspondance.

ARTICLE 30

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes décisions excédant les pouvoirs du Conseil d'administration et qui n'ont pas pour objet de modifier les statuts.

L'Assemblée Générale Ordinaire est réunie au moins une fois l'an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

Elle ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation. Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance.

ARTICLE 31

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions et décider notamment la transformation de la Société en Société d'une autre forme, civile ou commerciale. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, possèdent au moins, sur première convocation, la moitié et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième Assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

L'Assemblée Générale Extraordinaire statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, sauf dérogation légale.

Dans les Assemblées Générales Extraordinaires à forme constitutive, c'est à dire celles appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire n'a voix délibérative ni pour lui-même, ni comme mandataire.

ARTICLE 32

ASSEMBLEES SPECIALES

S'il existe plusieurs catégories d'actions, aucune modification ne peut être faite aux droits des actions d'une de ces catégories, sans vote conforme d'une Assemblée Générale Extraordinaire ouverte à tous les actionnaires et, en outre, sans vote également conforme d'une Assemblée spéciale ouverte aux seuls propriétaires des actions de la catégorie intéressée.

Les Assemblées Spéciales sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que les Assemblées Générales Extraordinaires sous réserve des dispositions particulières applicables aux Assemblées de titulaires d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote.

ARTICLE 33

DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Tout actionnaire a le droit d'obtenir, dans les conditions et aux époques fixées par la Loi, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la Société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la Loi et les règlements.

TITRE V

EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 34

EXERCICE SOCIAL

L'année sociale est définie à l'article 5.

ARTICLE 35

INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux Lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux dispositions du Titre II du Livre 1er du Code de Commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties données par la Société et un état des suretés consenties par elle.

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la Loi.

Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe lorsque la Société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la Loi.

Le cas échéant, le Conseil d'administration établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la Loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux Comptes dans les conditions légales et réglementaires.

ARTICLE 36

AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Sur le bénéfice de chaque exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, sont tout d'abord prélevées les sommes à porter en réserve en application de la Loi. Ainsi, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fond de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fond atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la Loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'Assemblée Générale prélève, ensuite, les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre toutes les actions proportionnellement à leur montant libéré et non amorti.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la Loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 37

MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'Assemblée Générale, ou à défaut, par le Conseil d'administration.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la Loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La Société ne peut exiger des actionnaires aucune répétition de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

L'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

TITRE VI

PERTES GRAVES - ACHAT PAR LA SOCIETE
TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 38

CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la Loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les actionnaires n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 39

ACHAT PAR LA SOCIETE D'UN BIEN APPARTENANT A UN ACTIONNAIRE

Lorsque la Société, dans les deux ans suivant son immatriculation, acquiert un bien appartenant à un actionnaire et dont la valeur est au moins égale à un dixième du capital social, un Commissaire, chargé d'apprécier, sous sa responsabilité, la valeur de ce bien, est désigné par décision de justice à la demande du Président du Conseil d'administration.

Le rapport du Commissaire est mis à la disposition des actionnaires. L'Assemblée Générale Ordinaire statue sur l'évaluation du bien, à peine de nullité de l'acquisition.

Le vendeur n'a voix délibérative, ni pour lui-même ni comme mandataire.

Ces dispositions ne sont pas applicables lorsque l'acquisition est faite en Bourse ou sous le contrôle d'une autorité judiciaire ou dans le cadre des opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 40

TRANSFORMATION

La Société peut se transformer en Société d'une autre forme si, au moment de la transformation, elle a au moins deux ans d'existence et si elle a établi et fait approuver parles actionnaires les bilans de ses deux premiers exercices.

La décision de transformation est prise sur le rapport des Commissaires aux Comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en Société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés; en ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigées.

La transformation en Société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les actionnaires devenant associés commandités.

La transformation en Société à Responsabilité Limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des Sociétés de cette forme.

ARTICLE 41

DISSOLUTION - LIQUIDATION

Hors les cas de dissolution prévus par la Loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette Assemblée Générale Extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires.

Le liquidateur représente la Société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

L'Assemblée Générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la décision éventuelle de dissolution - qu'elle soit volontaire ou judiciaire - entraîne, dans les conditions prévues par la Loi, la transmission du patrimoine social à l'actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

TITRE VII

CONTESTATIONS

ARTICLE 42

CONTESTATIONS

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les actionnaires, les organes de gestion ou d'administration et la Société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la Loi et soumises à la juridiction des Tribunaux compétents.

TITRE VIII

CONSTITUTION DE LA SOCIETE

ARTICLE 43

NOMINATION DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES AUX COMPTES

1 - Les premiers Administrateurs, Mme Josiane ZAMBON, M. Jean-Louis ZAMBON et M. Jean-Pierre LOMBARD ont été nommés aux termes des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 30 décembre 1992, pour une durée de SIX EXERCICES qui prendra fin lors de l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1997.

Chacun d'eux a accepté lesdites fonctions et déclaré qu'il satisfait à toutes les conditions requises par la Loi et les règlements pour l'exercice du mandat d'administrateur.

2 - Les Commissaires aux Comptes titulaire et suppléant :

- la SA "Cabinet GOUL" représentée par M. René SEGHEZZI, ayant son siège social à FOULAYRONNES (47510) - "Le Belvédère",
- et la SARL "RAMPNOUX ET ASSOCIES" représentée par M. Frédéric BISTUER, ayant son siège social à AGEN (47000) - 17, rue de Strasbourg - Résidence les Dauphins,

ont été nommés aux termes des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 30 décembre 1992, pour une durée de **SIX EXERCICES** qui prendra fin lors de l'approbation des comptes de l'exercice clos le **31 décembre 1997.**

Les Commissaires aux Comptes ont fait connaître à l'avance qu'ils accepteraient le mandat qui viendrait à leur être confié et ont déclaré satisfaire à toutes les conditions requises par la Loi et les règlements pour l'exercice dudit mandat.

STATUTS MIS A JOUR
LE 29 JANVIER 1993
EN QUATRE ORIGINAUX

Certifiés Conformes